

**CONVENTION**  
**RELATIVE AU FINANCEMENT D' ACTIONS**  
**MENÉES PAR LA VILLE D'ANGOULEME, LE CCAS D'ANGOULEME ET LE GRAND**  
**ANGOULEME**  
**À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

Entre : **L'Établissement public administratif Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique**  
12, avenue Pierre-Mendès-France, 75914 PARIS CEDEX 13  
Dénommé ci-après « le FIPHFP »

Et : **La Ville d'Angoulême**, domiciliée CS 42216 – 1 Place de l'Hôtel de Ville – 16022 ANGOULEME Cedex, représentée par **Monsieur Xavier BONNEBONT**, Maire, autorisé par délibération du conseil municipal du 9 février 2015,

Et : **Le Centre communal d'action sociale d'Angoulême** domicilié 1 rue Jean Jaurès – 16000 ANGOULEME, représenté par **Madame Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU**, vice-présidente du CCAS, autorisé par délibération du conseil d'administration du

Et : **La communauté d'agglomération du Grand Angoulême**, domiciliée 25 boulevard Besson-Bey – BP 357 – 16023 ANGOULEME cedex, représentée par **Monsieur Jean-François DAURE**, Président du GrandAngoulême, autorisé par délibération du conseil communautaire du  
Dénommés ci-après « les bénéficiaires »

D'autre part,

**Référence : Convention n° C-0744**

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-04 du 24 mai 2007 modifiée du comité national du FIPHFP portant sur les modalités de dévolution par voie conventionnelle des financements du FIPHFP ;

Vu la délibération n° 2007-05-07 du 24 mai 2007 du comité national du FIPHFP portant sur la répartition des compétences en matière de décisions de financement entre le comité national, les comités locaux et le directeur de l'établissement public ;

Vu la délibération n° 2014-PC-12-01 du 2 décembre 2014 du comité local du FIPHFP de la région Poitou-Charentes portant décision de financement ;

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : CHAMP D'APPLICATION**

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'ensemble des personnels rémunérés par les bénéficiaires conformément aux dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié.

Les bénéficiaires ne peuvent faire l'objet d'un conventionnement que s'ils satisfont à l'obligation de déclaration posée à l'article L. 323-8-6-1 du code du travail ainsi qu'au versement intégral des contributions annuelles dues.

## **Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement du plan d'actions des bénéficiaires approuvé par le FIPHFP.

## **Article 3 : PLAN D' ACTIONS ET BUDGET PRÉVISIONNEL**

Les bénéficiaires s'engagent à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel qu'il a été présenté et validé par le comité local du FIPHFP de la région Poitou-Charentes du 27 novembre 2014, le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.

Les bénéficiaires se fixent comme objectif d'atteindre, au terme de la mise en œuvre de la présente convention, un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

- de 9,48 % pour la Ville et le CCAS d'Angoulême ;
- de 7,92 % pour le Grand Angoulême,

conformément au « Tableau d'évolution et de suivi des effectifs » mentionné en annexe A.

Les actions envisagées et leur budget sont décrits en annexe B « Plan d'actions et budget prévisionnel ».

Les objectifs de la politique des bénéficiaires en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées sont décrits dans le document intitulé « Projet convention Ville d'Angoulême/CCAS/Grand Angoulême », joint à la présente convention, et doivent faire l'objet d'un avis des instances paritaires et techniques compétentes.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à **825 314 €**.

## **Article 4 : PILOTAGE DU PROJET**

Les bénéficiaires s'engagent à mettre en place un dispositif interne de pilotage et de suivi de leur projet auquel participe, le cas échéant, un représentant du FIPHFP. Les comptes rendus de réunion sont adressés au FIPHFP.

Les bénéficiaires s'engagent à désigner, au sein de leurs services, un correspondant handicap qui sera le relais du FIPHFP.

Le FIPHFP s'engage à désigner, au sein de ses services, un correspondant qui sera le relais du bénéficiaire.

## **Article 5 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES**

Sont éligibles au financement par le FIPHFP les dépenses réalisées, conformes aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié et au plan d'actions prévisionnel.

Les modalités de remboursement des aides mobilisées dans le cadre de la présente convention, dont les conditions de prise en charge sont fixées par délibération du comité national du FIPHFP, sont déterminées pendant la durée de la présente convention par les décisions du comité national qui peut modifier, pendant cette durée, le montant dudit remboursement. Les décisions du comité national sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales et de la santé.

Les dépenses financées par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention ne peuvent en aucun cas venir diminuer le montant de la contribution due par les bénéficiaires. Conformément à l'article 5 du décret n° 2006-501 modifié, elles ne peuvent donc être prises en compte pour réduire le nombre d'unités manquantes.

## **Article 6 : PÉRIODES CONCERNÉES**

### **6.1. Durée de validité de la convention**

La présente convention entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et reste valable jusqu'au 5 mai 2018 (date de fin de réalisation + 125 jours).

## **6.2. Période de réalisation du plan d'actions**

La période d'éligibilité des dépenses du présent plan d'actions s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2017 inclus (date de fin de réalisation).

À cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Une prorogation d'une durée maximale d'un an, formalisée par un avenant à la présente convention, peut être accordée sur demande justifiée des bénéficiaires. Cette demande doit être antérieure d'au moins 6 mois à la date de fin d'éligibilité des dépenses.

Aucune demande d'aide ponctuelle ne peut être présentée sur la plate-forme e-services du FIPHFP pour des dépenses ressortant de la période de réalisation du plan d'actions.

## **Article 7 : PLAN DE FINANCEMENT DU PLAN D' ACTIONS**

### **7.1. Plan de financement des actions**

La présente convention comprend un plan d'actions qui détaille les financements prévus par catégorie et par type d'aides déclinés par année.

Les crédits accordés au titre de chaque catégorie d'aides (aides techniques et humaines, actions de sensibilisation et de formation des acteurs, dépenses d'études) sont limitatifs. Ce principe s'applique sur la totalité du financement alloué pour la durée d'exécution de la convention et non pas pour chacune des années du plan d'actions (fongibilité temporelle). Les crédits sont fongibles au sein de chaque catégorie.

Au sein de la catégorie des aides techniques et humaines, les bénéficiaires ont la faculté de mobiliser l'ensemble des aides techniques ou humaines dans les conditions fixées par le comité national, y compris celles qui n'avaient pas été prévues dans le plan d'actions initial.

Les bénéficiaires qui souhaitent modifier la répartition des crédits entre les différentes catégories d'aides doivent transmettre une demande justifiant le besoin accompagnée d'un plan d'actions modifié. L'accord du FIPHFP est formalisé par un avenant à la présente convention.

Cette modification ne modifie pas le rythme de versement des fonds prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

### **7.2. Modification du budget**

En cas de modification à la hausse du budget prévisionnel, les bénéficiaires s'engagent à adresser au FIPHFP un dossier complet accompagné d'un plan d'actions modifié justifiant la demande.

La modification du montant du budget total du programme d'actions donne lieu à la rédaction d'un avenant.

## **Article 8 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS**

### **8.1. Montant du financement**

Le montant total du financement du FIPHFP, mentionné à l'article 3 de la présente convention, est un montant maximum.

Le montant définitif du financement du FIPHFP correspond aux dépenses effectivement réalisées et justifiées.

### **8.2. Versement des fonds**

Le versement des fonds intervient dans les conditions suivantes :

- au moment de la signature de la présente convention, un premier versement correspondant au montant des

dépenses prévisionnelles au titre de la première année du plan d'actions ;

- à l'issue de la première année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises de la première année et des dépenses prévisionnelles de la deuxième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite du versement effectué au moment de la signature de la présente convention ;
- à l'issue de la deuxième année, lors de la production du bilan annuel prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après validation du FIPHFP, un versement correspondant au montant des dépenses admises des première et deuxième années et des dépenses prévisionnelles de la troisième année, sur la base de l'état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses signé par l'employeur ou son représentant, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue de la première année ;
- à la fin de la durée de la présente convention sur remise du rapport final prévu à l'article 9.1 de la présente convention et après analyse de celui-ci, le versement du solde correspondant au montant total des dépenses admises par le FIPHFP dans le cadre de la présente convention, déduction faite des versements effectués au moment de la signature de la présente convention et à l'issue des première et deuxième années.

Les versements peuvent être fractionnés à la demande des bénéficiaires afin de répondre aux contraintes de l'annualité budgétaire des employeurs publics.

Les versements sont opérés après validation par le FIPHFP des éléments transmis par les bénéficiaires dans le cadre de la demande de paiement prévue à l'article 8.3 de la présente convention et notamment la vérification du respect du budget et de l'éligibilité des dépenses.

Le montant des versements ne peut être supérieur au montant de la convention.

Les versements sont conditionnés au règlement intégral des contributions annuelles dues par les bénéficiaires ou à la production d'un échéancier de paiement accordé par l'Agent comptable du FIPHFP couvrant l'intégralité de la dette et dont les termes devront être respectés le jour du paiement.

### **8.3. Paiement**

Le FIPHFP confirme aux bénéficiaires le montant des versements et du solde à verser.

Les règlements interviendront dans un délai de 30 jours après réception des documents exigés par virement administratif sur le compte ouvert au nom de la Trésorerie principale municipale d'Angoulême, dont les coordonnées sont les suivantes (IBAN) : FR61 3000 1001 2900 00P0 5000 788.

## **Article 9 : REMISE DES BILANS**

Les bénéficiaires peuvent être amenés à présenter un bilan de l'exécution de leur convention devant le comité local ou national.

### **9.1. Types de bilan**

Les bénéficiaires sont tenus de transmettre un bilan annuel au FIPHFP au plus tard 45 jours après la date anniversaire de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

Les bénéficiaires sont tenus de transmettre un bilan final au FIPHFP au plus tard 45 jours après la fin de la période de réalisation du plan d'actions figurant à l'article 6.2 de la présente convention.

### **9.2. Composition du bilan**

Le bilan transmis au FIPHFP comporte 2 parties :

- Une première partie narrative comportant les éléments suivants :
  - la description de l'organisation mise en place pour gérer le plan d'actions ;
  - les actions réalisées (contenu, modalités, opérateur, planning, résultats attendus, résultats livrés) rapportées au calendrier, avec un rappel des objectifs ;

- les résultats en termes de recrutement et de maintien dans l’emploi des travailleurs handicapés (cf. tableau en annexe A), en précisant le mode de recrutement, la durée des contrats et la nature de l’emploi occupé ;
  - des informations relatives à l’exercice des partenariats avec les acteurs du handicap et d’autres collectivités publiques ;
  - les difficultés rencontrées dans l’exécution du plan d’actions ;
  - l’évaluation de la mise en œuvre de la convention ;
  - la description de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet, et notamment la volonté de renouveler le dispositif conventionnel (pour le bilan final).
- Une seconde partie relative aux éléments financiers du projet, comportant une récapitulation certifiée exacte des dépenses acquittées pour la période transmise, indiquant notamment la date à laquelle les pièces ont été établies, leurs références et le montant des dépenses pris en charge par le FIPHFP, ainsi qu’un état de synthèse du budget exécuté pour chaque année et pour l’ensemble.

Dans le cadre des bilans intermédiaires, un état prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses (annexe C), signé par les employeurs ou leurs représentants, devra être produit. Ce document récapitule, pour chaque année, les versements reçus, les dépenses réalisées et les prévisions jusqu’au terme de la convention. Il doit permettre notamment de justifier du montant du versement demandé à l’article 8.3.

Les modalités de transmission des informations sont définies dans un *Guide utilisateur*.

#### **Article 10 : OBLIGATION DE COMMUNICATION**

Les documents, matériels et supports de formation, d’information et pédagogiques, élaborés ou produits par les bénéficiaires grâce aux financements sollicités dans le cadre de la présente convention seront accessibles par le FIPHFP de façon dématérialisée, les bénéficiaires s’engageant à les mettre en ligne sur un site extranet.

La communication des employeurs faisant état de la participation financière du FIPHFP doit faire l’objet d’une validation préalable par le FIPHFP.

Le logotype du FIPHFP a été déposé à l’Institut national de la propriété industrielle (INPI). Son utilisation est mise gratuitement à disposition sous réserve d’une autorisation écrite préalable.

#### **Article 11 : RENOUELEMENT**

En cas de souhait de reconventionnement, les bénéficiaires doivent adresser une demande en ce sens au Directeur du FIPHFP.

Les bénéficiaires sont tenus de transmettre un rapport d’évaluation au FIPHFP au plus tard 6 mois avant la fin de la période de réalisation du plan d’actions figurant à l’article 6.2 de la présente convention.

#### **Article 12 : RÉSILIATION**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d’inexécution par l’une des parties des obligations contenues dans la convention.

Les bénéficiaires peuvent ainsi résilier la présente convention si, suite à une décision du comité national du FIPHFP, les modalités de remboursement d’une aide prévue dans le cadre du projet venaient à modifier l’équilibre financier du projet.

Le FIPHFP peut ainsi, après en avoir informé le comité compétent, résilier la présente convention :

1. Si les bénéficiaires ne respectent pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :
  - en ne réalisant pas le projet ou en ne le réalisant que partiellement ;
  - en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation du FIPHFP ;
  - en utilisant les fonds à d’autres fins que celles stipulées à l’article 2 de la présente convention (détournement de l’objet) ;

- en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle.
- 2. Si les bénéficiaires ne fournissent pas les bilans annuels et le bilan final dans les délais fixés.
- 3. Si les bilans ne contiennent pas les informations demandées.
- 4. Si les bénéficiaires ne respectent pas les obligations de communication sur le soutien financier.

Cette résiliation deviendra effective 30 jours après l'envoi par la partie qui invoquera le non-respect d'une obligation par lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses griefs, à moins que, dans ce délai, l'autre partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce sans préjudice de tout recours.

### **Article 13 REVERSEMENT DES FONDS PERÇUS**

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-501 modifié, les fonds reçus par les bénéficiaires qui n'ont pas été employés ou qui ont été utilisés pour des actions qui ne sont pas admises par le FIPHFP sont reversés au FIPHFP par le bénéficiaire.

Ce reversement devra intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la réception d'un titre exécutoire.

En l'absence de reversement des sommes dues, aucune demande d'aide ne peut être présentée par les bénéficiaires auprès de la plate-forme e-services du FIPHFP.

### **Article 14 : CONTRÔLES**

Les bénéficiaires doivent vérifier la régularité des dépenses présentées au remboursement du FIPHFP et doivent conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date-limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué.

Les bénéficiaires s'engagent à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectué par le FIPHFP. Ils garantissent la traçabilité des fonds utilisés et la piste d'audit (à partir d'une dépense constatée, il est possible de reconstituer et de vérifier les séquences d'événements ayant mené à la prise en charge de la dépense par le FIPHFP).

### **Article 15 : ANNEXES**

La présente convention est accompagnée des annexes suivantes :

- annexe A : « Tableau d'évolution et de suivi des effectifs » ;
- annexe B : « Plan d'actions et budget prévisionnel » ;
- annexe C : « État prévisionnel abrégé des recettes et des dépenses » ;
- document intitulé « Projet convention Ville d'Angoulême/CCAS/Grand Angoulême ».

### **Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes les modifications apportées à la présente convention donneront lieu à la rédaction et la signature conjointe d'un avenant.

**Article 17 : LITIGES**

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui ne pourraient être réglés par voie amiable seront portés devant la juridiction administrative de Paris, siège social du FIPHFP.

Visa du contrôleur général économique  
et financier de l'EPA FIPHFP

Yves TALAUD

Fait à Paris en 5 exemplaires originaux,

Le 14 janvier 2015

Le Directeur de  
l'EPA FIPHFP

Jean-Charles WATIEZ

Pour la ville d'Angoulême,

Le Maire

Xavier BONNEFONT

Pour le CCAS d'Angoulême,  
La vice-présidente

Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU

Pour le GrandAngoulême,  
Le Président

Jean-François DAURE